



« Y retourner un jour ? À quoi bon se faire souffrir ? »

Témoignages Ses ancêtres s'étaient installés en Algérie en 1880. Et Rémy Viala avait 18 ans quand il lui a fallu la fuir en 1962. L'année suivante, il découvrirait la Corse qu'il n'a plus quittée.

Suite de notre série de témoignages sur l'Algérie avec, aujourd'hui, celui de Rémy Viala, pépiniériste à Borgo. Une terre de Corse qu'il a rejoint en 1963, soit un an seulement après qu'il eut été forcé de quitter à la hâte sa province natale de l'Oranie. Troisième et dernier enfant d'une famille de Français d'Algérie, Rémy Viala a donc accepté pour nous de réveiller certains souvenirs pénibles, parfois même douloureux... même s'il n'avait voulu, jusque-là, garder que les bons en mémoire.

Quel était le degré d'implantation de votre famille en Algérie ?

Il faut remonter à trois générations avant la mienne, pour retrouver trace de son installation sur cette terre. Ce sont en effet mes arrières grands-parents qui ont, vers 1880, quitté le Tarn avec leur importante progéniture, pour se lancer dans cette aventure. De sorte que quand je suis né, l'arbre de cette famille comptait sept ou huit « branches » et représentait une bonne cinquantaine de personnes.

Où viviez-vous ?

À la périphérie de Montagnac, une ville d'environ 3 000 habitants (dont 500 Européens). J'y suis né. Comme mes parents et mes deux sœurs. Mon père gérait l'exploitation agricole dont il avait hérité du sien. Un domaine de 25 hectares sur lequel était cultivés la vigne, le blé et des agrumes.

Vous apparteniez donc à une famille de « colons »...

Oui. C'est le terme. Même s'il a été dénaturé par certains qui lui ont donné une connotation péjorative. Dans l'opinion publique de la métropole, le « colon » a fini par devenir une sorte de méchant qui exploitait les Arabes, s'enrichissait sur leur dos. Un cliché facile, alors même que cette catégorie de Français d'Algérie ne représentait qu'une minorité au sein de notre communauté, composée de 2 millions de personnes. Mes parents étaient des agriculteurs aux revenus modestes et juste suffisants pour faire vivre décentement leur famille. J'ajouterais que les « colons » qui ont donné une mauvaise image de nous, ont été les premiers à partir, dès qu'ils ont senti qu'un vilain vent se levait. Fortune faite, ils ont pu refaire leur vie ailleurs, au contraire de ceux qui, comme nous, sont restés jusqu'au bout, jusqu'aux limites du supportable.

En 1962, quelle était votre situation personnelle ?

J'étais élève dans un lycée agricole à Tlmeccen. Et interne car l'établissement était trop éloigné de la ferme familiale. Un tiers des pensionnaires de cette école étaient des Européens. Mais à Pâques de cette année 1962, il ne nous a plus été possible de suivre les cours. Les risques étaient trop grands. Surtout sur la route.

Dans quelles conditions avez-vous été conduit à quitter l'Algérie ?



Rémy Viala : un an après avoir fui l'Algérie, il découvrait la Corse comme militaire engagé dans l'armée de l'air. De Solenzara, il est ensuite « monté » jusqu'à la région bastiaise pour travailler dans une exploitation agricole, puis créer la sienne en 1976. Une réussite qui lui a permis de surmonter la frustration liée au départ de sa terre natale.

(Photo Louis Vignaroli)

L'une de mes sœurs était déjà rentrée en France - après trois jours d'attente à l'aéroport ! - quand, le 22 juin de cette année 1962, une voisine est venue nous prévenir qu'une place était libre dans un avion militaire en partance pour la métropole. Mes parents ont saisi l'opportunité sans hésiter car ils envisageaient depuis un moment déjà de me faire évacuer. Pour un gargon de 18 ans pas très prudent comme moi, les dangers étaient bien trop grands. Je suis donc parti précipitamment. Je me souviens que nous allions passer à table quand la voisine a surgi. J'ai donc tout quitté sans même prendre le déjeuner que ma mère venait de me servir. Mais je n'étais pas frustré car j'étais persuadé que cet exil n'était que provisoire. J'imaginai qu'il ne s'agirait que d'une parenthèse de quelques mois tout au plus. Je suis donc parti en disant « au revoir » à l'Algérie. Pas « adieu ».

En quoi n'étez-vous pas prudent ?

Je participais à des manifestations pour que l'Algérie reste française, drapeau tricolore en mains. Un jour, j'ai même fait flotter au vent celui de l'OAS. J'ai également été assez fou pour aller une autre fois, en tracteur et le « pétard » à la ceinture, chercher du matériel agricole dont nous avions besoin, dans une zone où ne s'aventurerait plus aucun Européen. Pour vous dire si j'étais inconscient.

Vos parents, eux, sont restés sur place...

Oui mais ils n'ont pas pu tenir bien

longtemps. Cinq mois après moi, ils ont également été contraints de quitter les lieux. Une période qui a été très difficile pour eux, même si mon père ne voulait pas croire qu'ils seraient obligés à un moment donné d'abandonner sa terre natale. Pour preuve : jusqu'aux derniers jours, il a continué à y travailler en plantant même de nouveaux clementiniers ! Mais la vie qu'on leur faisait était devenue insupportable...

Que voulez-vous dire par là ?

Les Arabes venaient sur le domaine, se servaient, et mes parents ne pouvaient rien faire. Chaque nuit, du matériel disparaissait aussi. On les a même rackettés, comme je l'ai appris dernièrement !

Avant votre départ, avez-vous connu des situations particulièrement périlleuses ?

Un jour au collège, un élève arabe de 1^{er} a jeté une grenade sur des officiels (enseignants et militaires) qui assistaient à un match de Basket. Quelques jours plus tard et alors que nous étions en étude, même incident ou presque. Mais la riposte des tirailleurs sénégalais de l'armée française a, cette fois, été terrible. Chez nous, sur la fin, il y a eu des nuits assez angoissantes. À plusieurs reprises, nous avons dû, avec mon père, monter la garde fusil en mains pour prévenir des agissements criminels contre notre ferme. Il faut dire que la frayeur vécue par l'un de mes oncles et sa famille hantait notre esprit.

Que s'était-il passé ?

En pleine nuit, un commando avait mis le feu à leurs écuries et menaçait d'investir la maison. Mon oncle a eu le temps de tirer une fusée de détresse qui a alerté des militaires dont le campement était proche. Quand ces derniers sont arrivés, ils ont neutralisé les assaillants qui étaient des... ouvriers de mon oncle jusque-là inoffensifs. Avec beaucoup de haine dans la voix, ils ont déclaré qu'ils auraient égorgé toute la famille si on leur en avait laissé le temps.

Certains de vos proches ont-ils péri en Algérie ?

Une cousine de mon père, ses deux filles (dont l'une enceinte) et le mari de celle-ci étaient dans un train qui, en 1959, a été attaqué par les fellaghas. On n'a jamais retrouvé les deux filles, qui ont été enlevées et emmenées dans la montagne. Leur mère et le jeune homme ont été exécutés sur place. Et dans des conditions atroces qui nous ont été racontées par un témoin. Pour ne pas subir le même sort, il avait fait le mort après que le wagon eut été mitraillé. J'ai également perdu des amis d'enfance qui, juste un peu plus âgés que moi, avaient été mobilisés, et sont donc morts sous l'uniforme français.

Personnellement, quels étaient vos rapports avec les Arabes Algériens de votre âge ?

J'ai toujours eu beaucoup d'amis Arabes avec lesquels je jouais au foot, allais au cinéma. Et ce n'est que les derniers mois avant mon départ que les liens se sont distendus avec eux. Sans que ce soit leur faute, ou la mienne. Les événements étaient tels que nous ne pouvions simplement plus nous voir.

Venons-en à votre rapatriement.

Comment cela s'est-il passé pour vous qui vous êtes retrouvé seul dans un avion à destination de la métropole ?

L'appareil a atterri à Bordeaux où un fonctionnaire m'a, sans la moindre compassion ni même un simple mot gentil, demandé où je comptais aller. J'ai répondu Carcassonne car vivaient là-bas mon oncle et ma tante qui, traumatisés par l'agression nocturne que je vous ai racontée, avaient quitté l'Algérie dès 1959. On m'a donné un billet de train et « au revoir, démerde-toi mon gars ».

Vos parents qui vous ont donc rejoints en novembre 1962, ont-ils fait l'objet de plus d'attention de la part de l'administration ?

Oh que non ! Ce qu'ils ont ressenti, c'est que l'on ne voulait pas d'eux. Comme si nous allions ôter le pain de la bouche des « vrais » Français ! Il n'y eut donc pas la moindre empathie vis-à-vis d'eux, alors même qu'ils avaient dû, quelques heures plus tôt à Montagnac, brader le peu de chose qu'il leur restait. Mon père a été à ce point écœuré qu'il n'a jamais voulu bénéficier d'un prêt « spécial rapatrié » !

Mais vos parents ont quand même

reçu des indemnités de l'État Français...

Effectivement. Mais la somme était dérisoire car leurs biens ont été évalués « à minima ». Et sans qu'il soit tenu compte de tous les investissements consentis pour restructurer le domaine. D'où la somme misérable qui leur a été versée. Pour preuve : à Carcassonne, nous avons dû longtempes vivre à quatre (avec l'une de mes sœurs) dans un deux-pièces : une chambre unique et une cuisine.

Vous-même, avez-vous été « aidé » par l'État au titre de jeune rapatrié ?

Certainement pas. Que ce soit dans le domaine scolaire ou professionnel, aucune facilité ne nous était accordée. Un exemple parlant : alors que je vivais donc à Carcassonne chez mon oncle, les deux seuls emplois que l'ANPE de l'époque m'a proposés étaient, l'un pour Roubaix et l'autre pour Valenciennes !

Vos parents devaient être très amers envers l'État...

Oui mais leur rancœur était silencieuse. Ils ne se plaignaient pas, même s'il arrivait à mon père de lancer parfois (à demi-voix) un juron contre De Gaulle. Mais il ne faisait pas de politique et restait perplexe sur les raisons qui avaient conduit à cet abandon des Français d'Algérie. Une forme de trahison à laquelle il n'a d'ailleurs pas voulu croire, jusqu'au dernier moment. Et ce, au contraire d'une tante qui avait été visionnaire en lançant, dès 1958 : « De Gaulle va nous vendre ! »

Comment s'en sont-ils remis ?

Il a fallu beaucoup de temps pour cela. Trois jours après leur arrivée à Carcassonne, j'ai vu mon père ivre dans un bar. Jusque-là, je ne l'avais jamais vu boire d'alcool ! Il était tellement déboussolé, anéanti. Il avait alors 49 ans mais en paraissait au moins 10 de plus. Leur reconstruction morale a donc été très longue. En réalité, leur vraie résurrection n'est intervenue que quand j'ai pu faire en sorte, en 1975, qu'ils me rejoignent en Corse. Le décor, la mentalité des gens d'ici et l'exploitation agricole que j'avais pu créer, les ont replongés dans l'ambiance de « leur » Algérie. Et ils ont retrouvé goût au bonheur. Cela a été pour moi d'un grand réconfort*.

Étes-vous retourné en Algérie et si non envisagez-vous de le faire un jour ?

J'en serai bien incapable. Qu'irai-je faire là-bas ? Nous avons appris que, dès le départ de mes parents, un olivier centenaire situé devant la ferme avait été tronqué. Puis que le cimetière où étaient enterrés mes grands-parents avait été saccagé. Je préfère donc conserver de l'exploitation familiale et de la ville, les images intactes du bonheur qui a été le nôtre là-bas. En mesurant la chance que j'ai eue de pouvoir, malgré cette épreuve, réussir ma vie.

JEAN-PAUL CAPPURI
jpcappuri@corsematin.com